

Manifeste

DES

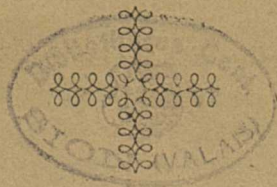
Cantons Catholiques

DE

LUCERNE, URI, SCHWYTZ, UNTERWALDEN
HAUT ET BAS, ZUG ET FRIBOURG,

A

TOUTS LES ÉTATS CONFÉDÉRÉS.



FRIBOURG, 1844.

Imprimerie de Léonce Schmid-Roth et Comp.

PA
1800

PA 1800
Rh 1570



5061



Manifeste

DES

CANTONS CATHOLIQUES

DE

Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden haut et bas, Zug
et Fribourg

À

TOUS LES ÉTATS CONFÉDÉRÉS.



Chers et fidèles Confédérés!

Les Etats catholiques de Lucerne, d'Uri, de Schwytz, de Haut et Bas Unterwalden, de Zug, et de Fribourg, se croient obligés de s'adresser, d'un commun accord, à leurs co-Etats pour demander l'observation fidèle de la garantie accordée, par l'article XII du Pacte, à la confession catholique, aux institutions ecclésiastiques et aux biens qu'elles possèdent. Leurs représentations et les votes qu'ils ont émis, depuis 1841, dans toutes les Diètes, tant extraordinaires qu'ordinaires, ont constamment formulé la même demande. Quoique, jusqu'à présent, on n'y ait pas déferé, nous n'avons nullement perdu l'espoir que la vérité et la justice triomphent enfin, et que, par là même, il sera fait droit à nos justes réclamations. Nous en avons



d'autant plus l'assurance , que nos efforts et nos démarches sont justifiés par d'antiques traités, par le Pacte fédéral, par des décisions de la Diète, par les principes de justice sur lesquels repose la paix de la Confédération.

Plusieurs cantons ainsi que des portions de territoires cantonnaux s'étaient séparés de la Religion catholique et romaine, Religion seule reconnue jusque là dans la Confédération. Lorsqu'à la suite de cette séparation, la méfiance, la dissension, et même une guerre civile sanglante avaient remplacé la fidélité aux alliances, la concorde et la paix, et menaçait la Confédération suisse d'une dissolution prochaine, les Gouvernements avisèrent aux moyens de faire cesser cette situation déplorable; ainsi que d'en prévenir à jamais le retour.

Ils trouvèrent ces moyens dans l'établissement et l'observation fidèle du principe qu'il était du devoir de chaque confédéré à l'égard de son confédéré, de chaque Gouvernement à l'égard de ses ressortissants, de chaque Etat à l'égard de son co-Etat de ne troubler nullement les croyances embrassées; de respecter et de protéger les institutions religieuses et leurs biens légitimes, que le catholique ne devait pas s'immiscer dans les affaires confessionnelles des protestants, pas plus que le protestant dans celles des catholiques; mais que chaque Etat particulier, aussi bien que toute la Confédération avait le devoir de protéger et de défendre les droits, les libertés et les biens des deux confessions chrétiennes.

Ce principe fut consacré par des traités solennels, confirmé sous la foi du serment, et devint pour nos pères un point de leur droit public et leur règle constante dans toutes les affaires confessionnelles.

Dans le nombre de ces traités, nous pouvons citer :

- a) celui conclu entre les Etats catholiques de Lucerne, d'Uri, de Schwytz, d'Unterwalden (haut et bas), et de Zug, d'une part, et l'Etat de Zurich, d'autre part, à la date du 16 novembre 1531;
- b) celui conclu entre les mêmes Etats et celui de Berne, à la date du 24 novembre 1531;
- c) celui conclu entre les treize cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden (haut et bas), Zug, Glaris, Bâle, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Appenzell, (les deux Rhôdes), à la date du 26 février 1656;
- d) celui conclu à Arau, entre les treize Cantons, St. Gall et Bienne, le 18 juillet 1712.

Outre ces traités généraux, nous pourrions en citer un plus grand nombre encore, ainsi que des sentences arbitrales, qui concernent en particulier des parties de territoires mixtes dans la Confédération, des couvents et des fondations pies.

Dans tous ces actes, ce principe de droit public est expressément rappelé.

A la vue de ce doux esprit de tolérance chrétienne, de ces sentiments de justice qui pénétraient et animaient nos ancêtres, quelle ne doit pas être notre admiration!

Dans des temps où l'irritation était à son comble, immédiatement après un combat déplorable, des frères appartenant à deux confessions différentes se tendaient la main, restituaient à chaque Etat, à chaque commune, à chaque couvent, à chaque fondation ce que la discorde ou la violence leur avait enlevé; ils se promettaient, sous la foi du serment, de maintenir inviolablement la paix religieuse, de ne pas souffrir que la Religion, que l'Eglise, que le culte, que ses ministres fussent attaqués, raillés ou outragés, par des paroles, des écrits ou des ac-

tions; ils juraient de vivre toujours en paix les uns avec les autres, en observant scrupuleusement les anciennes alliances.

Nos pères et les vôtres, chers confédérés, ne se sont jamais montrés plus grands, n'ont jamais mieux mérité de la Confédération, que dans ces mauvais jours, alors qu'ils pensaient et agissaient avec tant de justice et de magnanimité.

C'est sur ces bases que reposèrent la paix, la prospérité et la puissance des Etats et de la Confédération suisse, depuis 1531, jusqu'à l'année où la force étrangère vint déchirer tous les liens, et dissoudre la Confédération des treize cantons.

La République helvétique, une et indivisible, avait montré à toutes les populations suisses l'abîme où l'abandon des anciens principes précipite une nation. Elle leur avait montré les calamités qu'amènent une intervention imprudente de l'Autorité civile dans les affaires ecclésiastiques, l'atteinte portée aux droits de propriété des biens de l'Eglise et aux fondations pies.

Aussi, lorsque Napoléon, se posant en médiateur, eut appelé les hommes les plus marquants, dans tous les partis en Suisse, pour reconstituer une Confédération composée de cantons souverains, ils reconnurent que, pour donner de la consistance à cette œuvre, et lui assurer sa stabilité, il fallait faire revivre les principes des ancêtres en matières confessionnelles.

L'Acte de médiation du 19 février 1803, après avoir déclaré la dissolution du Gouvernement central, la réintégration de la souveraineté dans les cantons, et pourvu à l'acquittement des dettes helvétiques, a statué :

Les biens, ci-devant appartenant aux couvents, leur seront restitués, soit que ces biens soient situés dans le même canton, ou dans un autre.

Six nouveaux cantons, les Grisons, St. Gall, Argovie, Thurgovie, le Tessin et Vaud, ont pris rang parmi les cantons souverains, en vertu de cet Acte.

Le canton d'Argovie, en particulier, doit sa souveraineté à cet Acte, qui lui imposait le devoir de restituer aux couvents tous leurs biens.

Tous les cantons s'empressèrent de satisfaire consciencieusement à cette obligation. Déjà le 27 août 1803, la Diète helvétique prit un conclusum, qui dit formellement : « Aucun canton ne peut être autorisé à se refuser de restituer les biens des couvents. Le Landammann sera en conséquence chargé, quant à ce point de l'Acte de médiation, de le faire exécuter convenablement, là où on ne l'aurait pas encore fait. »

Il y a plus encore. Le 26 juillet 1804 et le 14 juin 1805, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Appenzell, (Rhodes intérieures), les Grisons et le Tessin, prirent l'engagement de « ne supprimer aucun couvent dans leurs cantons, autrement qu'en suite d'un concordat spécial, qui devrait être conclu avec le St. Siège, et de n'opposer à l'admission des novices, aucun obstacle ou limite, qui pût préjudicier à la perpétuation de ces couvents. »

Trois cantons, St. Gall, Argovie et Thurgovie, sans avoir pris part à cet engagement, crurent en avoir atteint parfaitement le but, en prenant des mesures législatives, qu'ils portèrent à la connaissance de la Diète, le 14 Juin 1805.

Alors, mais seulement alors, la Diète déclara qu'elle était rassurée, puisqu'il avait été pris, à l'époque de la dernière

Diète, un arrangement satisfaisant entre les cantons catholiques et mixtes, au sujet de l'importante affaire des couvents existants en Suisse, et qu'il résultait des différentes instructions qui venaient d'être ouvertes, que, dans le courant de cette année, plusieurs Gouvernements cantonaux avaient suivi le système convenu, en le mettant en pratique dans leurs législations particulières, et qu'enfin, tout portait à croire, que les autres Etats entreraient dans la même voie.

Mais, si l'esprit qui avait animé nos pères a été évoqué dans l'Acte de médiation, si cet Acte protégea les couvents, il régla aussi les rapports confessionnels.

Toutes les chartes des cantons mixtes consacrèrent le principe de la liberté du culte pleine et entière pour les confessions existantes.

Telles étaient ces constitutions que la Confédération toute entière couvrait de son égide, et qui se rattachaient toutes au Pacte fédéral lui-même.

Bien que ce Pacte de 1803 ait dû céder à la force des circonstances, les Etats confédérés ne laissèrent pas de conserver, dans les rapports confessionnels, les traditions que leur avaient léguées leurs pères, traditions consignées dans les anciens traités de paix, renouvelées pendant toute la période de la médiation dans les constitutions cantonales et fédérales.

Les délibérations de la Diète de 1814 et de 1815, qui ont donné naissance au Pacte fédéral du 7 août 1815, rendent hommage à la vérité de nos paroles.

Les Etats catholiques avaient demandé que ce Pacte garantît les deux confessions.

Les Etats protestants et mixtes cherchèrent à dissiper les inquiétudes que les catholiques avaient conçues : « Le » Pacte fédéral, disaient-ils, est un acte purement politique;

» des dispositions, en matières confessionnelles, ne doivent
» pas y entrer; les cantons s'empresseront de donner, dans
» leurs chartes particulières, les garanties que l'on réclame;
» et ces chartes sont elles-mêmes sous la garantie et l'égide
» de la Diète et du Pacte. »

Peu rassurés par ces manifestations, les Etats catholiques demandèrent, avec plus d'instance encore, que l'existence des couvents et la conservation de leurs propriétés fussent garanties par le Pacte.

Quelques Etats pensèrent d'abord que cet objet devait être réglé de plein gré par un concordat, et que ces garanties ne devaient point être des devoirs fédéraux imposés par le Pacte.

Bientôt néanmoins les 22 cantons se réunirent pour adopter l'art. XII, ainsi conçu : *1815*

L'existence des couvents et chapitres et la conservation de leurs propriétés, en tant que cela dépend des Gouvernements des cantons, sont garanties. Ces biens sont sujets aux impôts et contributions publiques, comme toute autre propriété particulière.

Le 27 mai 1814, le canton d'Argovie avait d'abord fait des réserves au sujet de cet article, parce que, dans la première rédaction, on avait voulu garantir l'existence *canonique* des couvents; mais déjà le 18 juillet de la même année, il donna son adhésion à cet article, tout en faisant ajouter au protocole, avec plusieurs Etats, « que la
» garantie exprimée doit s'entendre dans ce sens que, en
» raison de leur existence religieuse, les couvents et les
» chapitres ne peuvent être supprimés ou modifiés
» sans le consentement de l'autorité spirituelle. »

Le 7 août 1815, le pacte fédéral fut adopté dans tout son contenu. Les députés des 22 cantons le signèrent,

le scellèrent et lui jurèrent fidélité, au nom de leurs Etats.

Depuis cette époque, chaque année, au sein de la Diète, le serment des 22 députations donne une nouvelle sanction à ce Pacte : *Tel est le lien qui réunit tous les Etats en Confédération Suisse.*

Expression fidèle de l'esprit qui animait nos ancêtres, l'article XII est un gage de tolérance religieuse, une garantie des droits confessionnels, une égide sous laquelle la paix religieuse ne doit pas être troublée dans notre patrie.

Déployant toute sa force malgré tous les revirements politiques, l'article XII a constamment maintenu ses droits.

C'est ainsi que lorsque plusieurs Etats confédérés, envisageaient le décret rendu par le Grand Conseil d'Argovie, le 5 novembre 1835, comme un acheminement vers la suppression des couvents, la députation d'Argovie protesta contre de pareilles insinuations, en déclarant formellement que telle n'était pas la tendance de ce décret.

Et cependant ces règles qui, pendant plus de trois siècles, avaient été des principes de droit public dans la Confédération, contre la puissance desquels le Gouvernement helvétique unitaire avait échoué, ces règles qui avaient survécu à tous les changements de régimes et de constitutions depuis 1802 à 1840, que les chartes suisses avaient toujours consacrées, qui, proclamées dans l'Acte de médiation de 1803, aussi bien que dans le Pacte fédéral du 7 août 1815, avaient été garanties par la Confédération entière, ces règles, ces principes ont été méconnus en 1841, par le canton d'Argovie.

Le 13 janvier 1841, le Grand Conseil d'Argovie, à la faveur d'une majorité protestante, se constitua juge des

institutions et des établissements catholiques, et se permit d'affirmer que « les couvents du canton d'Argovie » exerçaient une influence pernicieuse sur la vraie religion, sur les mœurs, et sur l'indépendance morale et économique des citoyens. »

Bien plus, dans l'exaspération du moment, lorsque ses pouvoirs constitutionnels allaient expirer, sans aucune information ni audition préalable, il décréta que les couvents existants sur le territoire du canton d'Argovie étaient déclarés dissous en principe.

Le 20 janvier de cette même année, il déclara leurs biens partie intégrante de la fortune de l'Etat.

Il fut donc foulé aux pieds ce principe antique et sacré, protecteur de la paix religieuse, qui défend aux protestants de s'établir juges des institutions de l'Eglise catholique, et de disposer de ses biens. Elles furent violées ces libertés de conscience et de culte, garanties par la constitution d'Argovie elle-même.

Telles étaient les atteintes qu'avait commises une majorité protestante en marquant les couvents du sceau de sa réprobation, en décrétant que leur influence était pernicieuse à la foi et aux préceptes de la religion de leurs concitoyens catholiques.

Enfin la promesse, scellée du sceau du serment, de protéger les couvents et chapitres, ainsi que leurs biens, fut enfreinte par le décret qui a arbitrairement supprimé huit couvents, de telle façon que le Gouvernement d'Argovie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rendre illusoire l'article XII du Pacte.

Dans cet état de choses, tous les regards se portèrent vers l'Autorité fédérale suprême.

La Diète, rassemblée à l'extraordinaire, après un mûr

décret
lecture
examen du décret d'Argovie, ainsi que des faits allégués par cet Etat, ne tarda pas à prendre le conclusum du 2 avril 1841, qui statue : le décret du Grand Conseil d'Argovie du 13 janvier dernier, qui supprime tous les couvents sur son territoire, est déclaré incompatible avec l'article XII du Pacte fédéral. En conséquence, cet Etat reçoit l'invitation pressante de revoir son décret pour le rendre conforme aux prescriptions non équivoques de cet article XII, et dans le cas où l'on ne se conformerait pas à cette invitation, la Diète se réserve de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir les dispositions du Pacte.

Ainsi la Diète avait réalisé les espérances générales.

Ces décisions étaient dictées par ce même esprit qui présida aux anciens traités; il était consolant de voir s'y retracer la fidélité au Pacte et le devoir de ne point gêner les rapports confessionnels, de protéger les établissements catholiques et leurs propriétés.

Argovie pria ses co-Etats de ne pas donner suite au conclusum du 2 avril.

Alors, toujours fidèle à ses principes, la Diète ne se borna plus à inviter, mais, le 9 juillet 1841, elle somma Argovie de satisfaire à son conclusum.

Cet Etat ne tint pas compte de la sommation de l'Autorité fédérale. L'on ne peut considérer son décret du 19 juillet 1841 que comme une confirmation de celui du 13 janvier.

Ce décret postérieur permet simplement aux conventuelles de trois couvents de femmes de retourner dans leurs monastères et d'y vivre d'après leurs règles. Mais l'Etat se réserve d'y introduire des réformes, il se réserve l'administration de leurs biens, et ne lève pas même la défense de se perpétuer, en recevant des novices; l'existence de ces trois couvents, leurs propriétés ne

sont donc nullement garanties par le décret du 19 juillet 1841; c'est ce que démontre clairement la manière avec laquelle on a mis à exécution la décision du Grand Conseil d'Argovie du 29 août 1843; c'est ce que démontre encore mieux le mode suivi pour opérer la réinstallation des religieuses au couvent d'Hermetschwyl.

Nous voyons d'ailleurs de nouvelles violations des droits et des rapports confessionnels dans ces réformes que le Grand Conseil se réserve.

Bien que l'Etat d'Argovie ne se fût pas conformé aux prescriptions non équivoques de l'article XII du Pacte et qu'il eût plutôt confirmé son décret du 13 janvier, par ceux du 19 juillet 1841 et du 29 août 1843, néanmoins la Diète ne pût pas encore se déterminer à prendre les mesures qu'elle s'était réservées pour assurer le maintien du Pacte.

On lit dans le protocole de la Diète du 31 août 1843 :

« Il résulte de la délibération que, le 18 août et à la
» date de ce jour (31 août), douze Etats, en tout, ont pris
» cette résolution : La Diète se déclare satisfaite de l'offre
» que, le 19 juillet 1841, le Grand Conseil d'Argovie a
» faite de rétablir les trois couvents de femmes de Fahr,
» Maria-Krönung, et Gnadenthal, elle vote en conséquen-
» ce pour que l'objet des présentes délibérations sorte
» du recès et des tractanda. »

« Se sont prononcés dans ce sens, en se référant à
» leurs votes du 18 août, les Etats de Zürich, Berne, Gla-
» ris, Soleure, Schaffhouse, Argovie, Thurgovie, Tessin,
» Vaud, Appenzell (Rhodes extérieures), et à ce jour,
» 31 août, les Etats des Grisons et de Genève, puis, pour
» faire majorité, St. Gall, qui se détermine à ce vote, en
» raison de l'offre faite, en dernier lieu, par Argovie. »

Le même jour, les députés de Lucerne, Uri, Schwytz,

Unterwalden, Zug et Fribourg ont fait inscrire au protocole de la Diète une protestation contre cette résolution des douze Etats, se réservant pour leurs Cantons « les » droits et les mesures ultérieures propres à faire respecter le Pacte dans toutes ses dispositions. »

En confirmant et renouvelant actuellement, dans toutes ses parties, cette protestation des députations de nos Etats, nous nous trouvons obligés de revenir encore sur les résolutions prises, contrairement au Pacte, relatives à la suppression des couvents, et d'en faire l'objet d'une question fédérale.

Nous ne saurions, sans renier nos convictions, admettre que cette question d'une si haute portée ait reçu, le 31 août, une solution régulière et conforme au Pacte.

Aussi peu dans leur forme que dans leur nature, les délibérations du 31 août ne sauraient être considérées comme un conclusum régulier de la Diète.

Pour être revêtu de ce caractère, il faudrait qu'il ait été pris par une majorité d'au moins douze voix. Or cette condition première a manqué; si l'on voulait même supposer que les Etats des Grisons et de Genève, qui avaient auparavant opiné en faveur du rétablissement de quatre couvents de femmes, se soient écartés de leurs votes antérieurs, le 31 août, il n'en est pas moins vrai que la députation de St. Gall a persisté à demander le rétablissement de quatre couvents de femmes et n'a donné son vote qu'à cette condition.

Le rétablissement pur et simple de trois couvents de femmes, telle est la seule décision qui ait été adoptée, non par douze Etats, mais par onze tout au plus.

Que si, au sein de la Diète, l'on voulait, en établissant une distinction entre les *considérants* et le *dispositif* d'un conclusum, ôter à celui-ci le vice qui le dénature; si l'on di-

sait que le dispositif reste en force, lorsqu'il y a divergence ou même contradiction dans les motifs, la lecture seule du recès démontrerait combien de tels raisonnements sont fautifs, s'ils sont appliqués aux délibérations du 31 août.

Il ne s'agit ici ni de considérants, ni de dispositif: voici toute la teneur de ce qu'on veut appeler le conclusum: « on se déclare satisfait du rétablissement de trois couvents de femmes; en conséquence, cet objet est sorti du recès. »

D'ailleurs, si la Diète était obligée de se dire à elle-même que l'un de ses conclusum contenait une contradiction manifeste, qu'un sens caché détruisait la lettre de ses considérants, si elle ajoutait, qu'en prenant part à ce conclusum, tous les Etats ne l'ont point compris tel qu'il est conçu, mais que quelques-uns ont eu des intentions différentes et qu'ils n'ont voté que dans le sens de ces intentions, non exprimées dans la résolution; quelle idée se ferait-on de la dignité de l'Autorité fédérale?

L'on ne saurait soutenir encore que la sortie du recès constituait le dispositif du conclusum, que telle avait été le vote exclusif de douze Etats; nous l'avons déjà fait observer, ces arguties n'enlèvent pas aux délibérations du 31 août le vice qui les frappe de nullité.

Un conclusum doit résoudre la question que l'on agite. Or, voici celle qui occupa la Diète depuis 1841 à 1843 :

« Argovie doit-il rétablir tous les couvents, ou quelques-uns seulement, et lesquels? »

Cette question, la Diète se l'était posée le 2 avril et le 9 juillet 1841. Il fallait la trancher, c'était là une nécessité que n'avaient pas cessé de démontrer tous les votes émis depuis 1841 à 1843. Néanmoins elle n'a pas été décidée.

En sortant cette affaire du recès, on n'a pris qu'une simple mesure de convenance; mais la question principale n'a pas reçu de solution, puisque huit Etats ont voté le rétablissement de tous les couvents; neuf, ou onze tout au plus, celui de trois couvents de femmes; trois, ou au moins un, celui de quatre couvents de femmes.

L'on doit donc dire que, quant à la forme, il n'y a réellement pas eu d'arrêté pris par la Diète, conformément au Pacte, et qui empêche les Etats catholiques de soumettre encore aux Etats confédérés une question où il s'agit du Pacte et des intérêts confessionnels.

Si l'on considère sa *teneur*, cette résolution pèche par son *essence* même.

A la vérité, certaines députations ont cherché à enlever à la protestation des Etats catholiques, la force qui la caractérise. Ceux-ci, ont-elles dit, ont reconnu la compétence de la Diète dans cette affaire; ils doivent donc aussi admettre la compétence de la décision rendue, lors même que cette décision leur est défavorable. Mais hâtons-nous de le dire, ce langage se base sur une supposition erronée, il est en contradiction avec le Pacte.

Jamais nous n'avons reconnu qu'une majorité aurait le droit de se soustraire à un devoir fédéral, et de faire prévaloir sa volonté sur l'art. XII du Pacte; loin de là, nous n'avons jamais cessé de réclamer l'accomplissement d'une *obligation juridique*, qui commande à la Diète de satisfaire aux prescriptions de l'art. XII, de rétablir tous les couvents, qu'une mesure contraire au Pacte a supprimés en Argovie. Faire rentrer Argovie dans le cercle de ses devoirs, voilà le seul droit que nous avons reconnu à la majorité.

C'est ainsi que la Diète avait compris ses droits et ses devoirs le 2 avril et le 9 juillet 1841. Elle déclara que le décret du 13 janvier était incompatible avec l'art. XII du Pacte, somma l'État d'Argovie de prendre de nouvelles dispositions, et se réserva les mesures nécessaires pour faire respecter le Pacte et ses arrêtés, si Argovie n'accordait pas de plein gré ce qu'on exigeait de lui.

Ce n'est donc point la suppression de trois couvents de femmes que la Diète déclara contraire au Pacte; car deux fois elle décida que l'art. XII ne souffrait aucune interprétation; or, celui-ci garantit l'existence et les biens des corporations religieuses; il n'exempte nullement de cette garantie les couvents d'hommes.

En voulant l'observation fidèle des prescriptions du Pacte la Diète ne pouvait pas penser que cette observation se réduirait au rétablissement illusoire de trois ou quatre couvents de femmes; le Pacte exigeait absolument que tous les couvents fussent rétablis sans exception.

Pénétrés de cette vérité, les Etats catholiques estimaient que la Diète était en possession du droit de décider si Argovie avait rendu son décret du 13 janvier conforme au Pacte; mais jamais ils ne purent admettre la validité d'une résolution qui s'écarterait de cette loi fondamentale; jamais ils n'ont varié dans ces principes. Pour s'en convaincre, que l'on examine toutes les délibérations, qui ont eu lieu, dans l'affaire des couvents. Ils le répètent encore, et ils protestent, de la manière la plus solennelle, contre toute insinuation contraire, jamais ils n'ont déféré à une majorité d'Etats, le droit de se soustraire à un devoir fédéral imposé par le Pacte, et d'enlever aux corporations religieuses les garanties que l'art. XII leur assure.

De quelque manière que nous les envisagions, les dé-

libérations de la Diète, du 31 août, ne peuvent pas être, à nos yeux, un conclusum régulier, émané de la puissance fédérale; et, puisque nous croyons que la question des couvents n'est pas résolue légalement, nous soumettrons de nouveau cette affaire aux délibérations de la Diète.

Nous ne pouvons croire que nos confédérés fermeront l'oreille à la voix des Etats catholiques. Nous espérons, au contraire, qu'ils reconnaîtront, de plus en plus, la pureté de nos intentions, qu'ils rendront hommage au respect que nous portons à toutes les prescriptions fédérales, et qu'ils apprécieront la valeur des intérêts dont nous prenons la défense.

Nous avons également la confiance que les préjugés se dissiperont devant la vérité, qui brillera de nouveau d'un plus vif éclat, et que le sentiment de la justice l'emportera sur toute autre considération.

Vainement on voudrait le révoquer en doute, chers et fidèles Confédérés, les couvents d'Argovie ont été les innocentes victimes d'accusations purement gratuites, avancées sans preuves.

La Diète fédérale, après avoir soigneusement examiné les faits et les motifs avancés par Argovie, a déclaré, le 2 avril 1841, que le décret de suppression blesse le traité d'alliance dans une de ses prescriptions les moins équivoques.

Pareillement aussi, les Commissions nommées par la Diète, ont pesé les accusations et les défenses; mais elles n'ont pas articulé un seul fait, qui pût justifier la sentence du Grand Conseil d'Argovie.

Des considérations plus ou moins fondées sur l'utilité des couvents, des opinions plus ou moins justes concernant les droits de l'Etat sur les corporations religieuses, voilà ce qui a décidé du sort des couvents.

Or, des opinions, des considérations peuvent bien être mises dans la balance, lorsqu'il s'agit de fonder de nouveaux établissements religieux; mais elles ne sont d'aucun poids, quand il s'agit de maintenir des institutions fort anciennes, qui ont existé avant l'Etat, qui sont reconnues par des lois constitutionnelles, et garanties par le droit public de toute la nation.

Non, la Diète n'a reconnu comme fondée, comme légitime, aucune des plaintes soulevées par Argovie; elle n'a pas même prononcé le mot de culpabilité, dans son prétendu conclusum du 31 août 1843.

Toutes les enquêtes dirigées jusqu'au 31 août, par le Gouvernement d'Argovie, n'ont pas fourni la moindre preuve de la culpabilité des couvents.

Déjà, au moment où il rendait son décret, il a pensionné les membres des couvents qu'il a supprimés; l'aurait-il fait, si ses accusations avaient reposé sur quelque fondement?

Nous ne pouvons croire, Chers et fidèles Confédérés, que vous sanctionnerez une injustice évidente, dont le Pacte et la foi jurée vous demandent réparation.

Nous ne pouvons croire que vous verrez d'un œil indifférent de pauvres conventuels, chassés violemment de leurs pieuses retraites, pour être partout, où ils vont chercher un asile, le témoignage vivant de la faiblesse de la Diète, et des actes violents d'Argovie.

Nous ne pouvons croire que des préventions politiques ou religieuses vous feront rejeter la gloire qu'ambitionnaient vos aïeux, la gloire d'être *justes en tout et pour tous*.

Quelles considérations seraient assez puissantes, Chers et fidèles Confédérés, pour vous empêcher de rendre justice aux catholiques, et de satisfaire aux prescriptions du Pacte? Voudrait-on témoigner des égards à Argovie, ou se prévaloir de la résolution du 31 août?

Mais dès qu'il est prouvé, par une décision de la Diète elle-même, qu'Argovie a lésé le Pacte, en supprimant les couvents, ne devez-vous pas soutenir les droits de la Confédération contre cet Etat ? N'est-ce pas même là une obligation fédérale ?

D'ailleurs, qu'est-ce qui pourrait empêcher la dissolution du lien qui unit les 22 cantons souverains de la Confédération, si l'on soutient, à l'encontre du Pacte, les entreprises d'un Etat particulier ?

Personne plus que nous ne respecte la souveraineté cantonale (et c'est là une condition d'existence pour la Confédération); mais cette souveraineté doit se renfermer dans les bornes que le Pacte lui prescrit.

Dans une matière aussi importante, lorsqu'il s'agit du Pacte et des institutions religieuses, si l'on élève si haut la souveraineté cantonale en faveur d'Argovie, pourquoi veut-on nous soumettre, nous, cantons pareillement souverains, à un arrêté vicieux dans sa forme, et nul de sa nature, au pré-tendu conclusum du 31 août ?

S'il sacrifie le Pacte à la souveraineté cantonale, ce conclusum la détruit, porte en lui le germe et les symptômes de sa mort.

Si douze Etats avaient le droit de supprimer un article du Pacte, ce traité ne serait plus le contrat qui lie les 22 cantons souverains, ce serait, tout au plus, une loi constitutionnelle, que la majorité pourrait changer, selon son bon plaisir.

Si une majorité de douze Etats pouvait, malgré les garanties les plus solennelles, autoriser ou même ratifier la suppression des couvents et la confiscation de leurs biens, ne pourrait-elle pas, aux mêmes titres, proscrire les cultes reconnus légalement, et décréter une religion de l'Etat, pour toute la Confédération ?

Si une majorité de douze Etats possède les mêmes pouvoirs fédéraux que les 22 cantons réunis, ne pourrait-elle pas détruire l'égalité des suffrages, donner aux cantons les plus populeux le droit d'envoyer plusieurs députés à la Diète, et soumettre toute la Suisse à un Gouvernement central?

Nous sommes loin de croire qu'un de nos co-Etats ait été conduit, le 31 août 1843, par des desseins aussi hostiles au Pacte; mais c'est un devoir pour nous de dévoiler les conséquences du principe qu'on semble vouloir introduire; car, si une majorité, siégeant en Diète, pouvait délier la Confédération de ses devoirs fédéraux, et affranchir un canton d'un engagement contracté librement envers ses confédérés, cette majorité n'exercerait-elle pas sur toute la nation un pouvoir aussi étendu que celui d'un Gouvernement unitaire, alors même que la Suisse ne s'en est pas donné un? Alors c'en est fait de la souveraineté cantonale.

Il a fallu le concours unanime des 22 cantons, pour donner l'existence au Pacte de 1815, et une simple majorité pourrait le frapper d'un arrêt de mort!

Telles sont, Chers et fidèles Confédérés, les conséquences sur lesquelles nous appelons votre attention.

Si ce n'est pas là que tendent vos désirs ou ceux de vos populations, c'est peut-être le rêve de quelque parti ambitieux qui aspire à dominer.

Peut-être fera-t-on valoir ces conséquences dans des temps de troubles et d'agitations; elles trouveraient leur appui dans la résolution du 31 août.

Chers et fidèles Confédérés, réfléchissez-y, pendant qu'il en est temps. Assez de faits ne vous démontrent-ils pas les pernicieuses tendances de notre époque? Ne répand-on pas partout les plus funestes erreurs?

N'attaque-t-on pas la Réforme tout aussi bien que les doctrines catholiques? Ne va-t-on pas jusqu'à combattre la divinité du Christianisme et la sainteté du serment?

Tous ces faits ne sont-ils pas en opposition formelle avec les nobles sentiments qui animaient nos pères, avec l'esprit de tous les traités, qui ont rendu la paix religieuse à la Suisse, avec tous les pactes fédéraux, qui reposent sur l'inviolabilité du serment?

Et ne pensez-vous pas que le mal fera de nouveaux progrès, si, chaque année, dans le sein de la Diète, en face de toute la nation, les députés jurent d'observer le Pacte fédéral, et si, bientôt après, le peuple voit un certain nombre de députés fouler aux pieds les plus claires prescriptions de ce Pacte?

Alors ne se fera-t-on pas un jeu d'attaquer, de calomnier, d'outrager les institutions, les doctrines et les chefs de l'Eglise catholique?

Et que deviendront ces sentences arbitrales, ces recès de la Diète, toutes ces décisions fédérales qui commandent si hautement le respect des confessions?

La tolérance ne sera-t-elle pas bientôt un vain mot, si les députés, siégeant en Diète, souffrent les outrages faits à l'Eglise catholique, s'ils approuvent la destruction de ses établissements religieux?

Enfin, n'entendez-vous pas s'élever de toutes parts ces voix qui demandent l'égalité des biens et qui trouvent tant de retentissement dans les besoins toujours croissants des communes en souffrance et dans cette classe nombreuse de la société sujette aux vicissitudes de la fortune?

Quelle harmonie pourrait exister encore entre ces voix tumultueuses et le principe qui a servi de base à toutes les alliances, que les confédérés ont formées depuis 1315,

jusqu'en 1815, principe qui commande de laisser à chacun ce qui lui appartient, même à son ennemi?

Or, ces voix ne s'élèveront-elles pas plus nombreuses, plus impérieuses encore, si, lorsqu'un canton s'empare des propriétés, que de pieuses corporations possédaient depuis des siècles, expulse les propriétaires et croit justifier cet acte en disant que les couvents n'atteignaient pas leur but, que leurs richesses mettaient l'Etat en péril; si, disons-nous, à ce spectacle, l'Autorité fédérale reste inactive?

Mais la Religion, mais la justice ne sont-elles pas le soutien de notre existence, de notre bonheur, de notre dignité?

Si l'édifice de la Confédération est ébranlé dans ses bases, et si on ne les raffermi pas, qui l'empêchera de crouler de fond en comble?

Ne verrons-nous pas, dans l'avenir, se creuser un abîme toujours plus profond, toujours plus infranchissable, entre les Etats qui se détachent peu à peu de la loi fédérale, qui la subordonnent à leur avantage particulier, et les Etats fidèles, qui veulent remplir les obligations qu'elle leur impose, mais aussi garder les droits qu'elle leur assure?

Ne verrons-nous pas la discorde semer le trouble parmi les populations, toujours inquiètes, quand il s'agit de leurs intérêts les plus chers, de leur religion, de leur Eglise, de leurs droits, et de leurs propriétés?

Ne verrons-nous pas la sûreté publique, la paix et la prospérité disparaître des cantons et de la Confédération toute entière, et surgir à leur place le mécontentement, l'agitation, la force brutale?

Alors la Confédération ne sera-t-elle pas affaiblie par les discordes internes et par les coups qu'elle recevra du dehors? Alors ne sentira-t-elle pas s'évanouir la force

qu'elle a puisée, durant cinq siècles, dans la justice, dans la fidélité fédérale, dans la religion du serment? Alors ne verrons-nous pas tomber en ruines l'édifice que nos pères ont cimenté de leur sang?

Chers et Fidèles Confédérés, notre attachement pour vous, notre fidélité au Pacte, notre respect pour les liens les plus sacrés de notre patrie, tout nous fait une obligation de repousser ces malheurs.

Nous sommes fermement résolus de ne renoncer à aucun des moyens autorisés par le Pacte ou indiqués par l'amour de la patrie, pour amener à une solution légale la question confessionnelle et fédérale qui s'agite en ce moment.

Car, ce ne sera qu'après une décision conforme au Pacte et émanée de l'Autorité fédérale, que nous pourrions nous rassurer sur nos intérêts les plus chers, sur le sort de la Religion catholique, sur l'existence du Pacte, et sur l'avenir de la Confédération.

L'Autorité fédérale doit être le phare que les populations des 22 cantons saluent avec joie, c'est le boulevard au pied duquel tous les efforts hostiles à la patrie doivent se briser. La Diète ne peut avoir d'autre droit que le Pacte, d'autre loi que la justice, ni d'autre politique que le maintien de la paix religieuse. Nous en attendons secours et protection pour nos droits confessionnels, pour les couvents, pour les biens et les fondations de notre Eglise, d'autant plus que nous avons toujours rempli envers nos confédérés protestants tous les devoirs de la tolérance chrétienne et de la fidélité fédérale, que notre respect pour leurs biens et pour leurs droits a toujours été tel qu'on avait le droit de l'attendre de notre part; et nous prenons l'engagement solennel de ne jamais les blesser à l'avenir.

C'est avec la plus grande confiance, Chers et fidèles Confédérés, que nous vous adressons la demande formelle d'instruire vos députés à la Diète ordinaire de 1844, dans ce sens, que: *tous les couvents supprimés par le décret du Grand Conseil d'Argovie, le 13 janvier 1841, doivent, pour le maintien des droits confessionnels et en accomplissement des devoirs imposés par l'article XII du Pacte, être réintégrés dans les droits que le Pacte leur assure.*

Puisse la voix unanime de vos confédérés catholiques de Lucerne, d'Uri, de Schwytz, d'Unterwalden, (haut et bas), de Zug et de Fribourg, trouver de l'écho dans vos cœurs! Puissiez-vous, animés de l'esprit de vos ancêtres et des nôtres, reconnaître enfin, que la paix, l'honneur et la force de chaque canton, aussi bien que de la Confédération, se basent sur la fidélité au Pacte et à la foi jurée, que des considérations d'intérêt matériel, ainsi que des opinions individuelles, ne peuvent prévaloir sur les principes de la justice et les préceptes de la tolérance, et que la véritable grandeur d'âme commande à tous les peuples éclairés de réparer les torts commis.

Que le Dieu tout-puissant nous accorde, Chers et fidèles Confédérés, ainsi qu'à vous, son appui, et protège notre chère patrie.

Lucerne, le 1^{er} Février 1844.

Les délégués de l'Etat de Lucerne :

L. Siegwart, Avoyer.

(L. S.) **B. Meyer**, Chancelier.

Jos. Leu, membre du Grand Conseil.

Les délégués de l'Etat d'Uri :

- (L. S.) *Vincent Müller*, Landammann.
Ant. Schmid, anc. Landeshauptmann.

Les délégués de l'Etat de Schwytz :

- (L. S.) *Fréd. Holdener*, Landammann.
H. Düggelein, Amtstathalter.

Les délégués de l'Etat d'Unterwalden, Nied dem Wald :

- (L. S.) *Stanislas Ackermann*, Landammann.
J. Durrer, Directeur de police.

Les délégués de l'Etat d'Unterwalden, Ob dem Wald :

- (L. S.) *Nic. Hermann*, anc. Landammann.
Fr. Wirz, ancien Landammann.

Le délégué de l'Etat de Zug, sous réserve de ratification du Tit. Landrath :

- (L. S.) *C. Bossard*, Président.

Au nom du canton de Fribourg, et sous réserve de ratification du Conseil d'Etat :

- (L. S.) *Fournier*, ancien Avoyer.
Ch. Forell, Conseiller d'Etat.

Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann

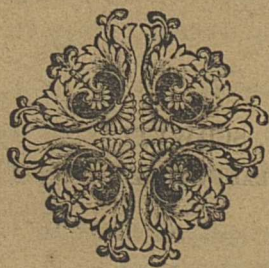
Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann

Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann

Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann

Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann

Landammann, anc. Landammann
Landammann, anc. Landammann



JOHN W. HAYES CO.